

MARCHE NATIONALE DES CHÔMEURS À BÉJAÏA À L'APPEL DU CNDDC

«Un travail décent pour tous, notre combat est national»

Le Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC) a organisé, hier, une marche nationale des chômeurs au chef-lieu de la wilaya de Béjaïa avec pour mots d'ordre : «Un travail décent pour tous» et «notre combat est national».

La marche, qui s'est ébranlée de l'esplanade de la maison de la culture Taos-Amrouche vers le siège de la Wilaya, n'a, toutefois, pas drainé grand monde. Quelques dizaines de personnes seulement ont répondu à l'appel du CNDDC. Ont participé à la manifestation, des chômeurs d'El Oued, d'Alger, de Laghouat, de Ouargla, des syndicalistes, des travailleurs du pré-emploi et quelques étudiants. Selon Tahar Belabbès, porte-parole du

CNDDC, la manifestation nationale des chômeurs a vu la participation de quatre wilayas du Sud, représentées par les membres des bureaux de wilaya du CNDDC, entre autres. Malgré la faible mobilisation, les organisateurs estiment, néanmoins, que leur mouvement demeure une «réussite».

«Il est vrai que la marche n'a pas drainé une grande foule. Cela s'explique peut-être par, notamment, le manque d'un vrai travail d'information sur ce mouvement

de protestation. Cela étant, pour nous, on estime que c'est une réussite. C'est un début à Béjaïa», a indiqué Tahar Belabbès.

Ce dernier a expliqué que l'objectif de cette marche est de dire que le «chômage n'est pas propre au Sud mais affecte toute la population algérienne. Tous les jeunes de notre pays en souffrent.

Ces manœuvres visent à nous diviser pour noyer nos revendications». «Nous sommes ici aussi aujourd'hui pour dire aux autorités que le mouvement des chômeurs n'est pas régionaliste», a encore déclaré le porte-parole du CNDDC avant d'ajouter : «Le combat d'un chômeur du Sud ou de celui du Nord ne fait qu'un.» Le bureau du

CNDDC de Béjaïa a, de son côté, dénoncé «le travail de sape de la police en déchirant les affiches appelant à la marche dans les quartiers de Béjaïa». «Ils nous ont suivis partout pour enlever après notre passage tous les appels placardés sur les murs», a dénoncé un membre du bureau du CNDDC.

Il est à signaler que la manifestation a enregistré la participation des membres de la Coordination locale des étudiants de Béjaïa, le Comité de solidarité avec les travailleurs, le Comité de pré-emploi et certains animateurs du mouvement associatif qui sont également intervenus lors de la prise de parole improvisée devant le siège de la

Wilaya, où ils ont dénoncé la précarisation du travail tout en demandant l'intégration de tous les contractuels et l'annulation du recrutement par le biais des dispositifs d'embauche tels que l'Anem et la DAS et du pré-emploi en général.

Le représentant des «pré-emplois» estime que les personnes recrutées dans le cadre de ces dispositifs ne sont en fait que «des chômeurs déguisés en travailleurs pour calmer momentanément les esprits».

Les manifestants se sont dispersés dans le calme et aucun incident n'a été signalé durant toute la marche.

A. Kersani

NORDINE AÏT HAMOUDA À BOUZEGUÈNE :

«La Kabylie n'a pas attendu le 1^{er} Novembre 1954 pour déclencher la guerre de Libération»

C'est à un véritable cours d'histoire, «que l'on ne trouve pas dans les livres», que s'est livré l'ex-député Nordine Amirouche hier à Bouzeguène où il a été invité par le comité du village Wizgane pour faire sa lecture de l'histoire de la révolution et sur la situation qui prévaut actuellement au pays devant un nombreux public.

Des choses qu'on ne trouvera pas dans l'histoire officielle, parce que l'hôte de Bouzeguène a exhumé à l'occasion quelques dossiers gênants pour le système en place parce qu'ils mettent en cause des personnes encore vivantes ou des figures mythiques de la révolution qui avaient tout fait selon lui pour diaboliser la Kabylie qui n'a pas attendu selon lui le 1^{er} Novembre 54 pour déclencher la guerre de Libération nationale commencée dès 1947 avec Krim et Ouamrane qui ont mobilisé 450 maquisards.

Il a expliqué pourquoi la Kabylie n'a pas participé à la réunion des 22 et rappelé la sagesse de ceux qui avaient, comme Ben Boulaïd, dit qu'il n'y aurait pas de révolution sans la Kabylie, dont les maquisards avaient investi le centre du pays.

Il reviendra sur la rencontre Bitat-Krim à Si Mustapha, Bitat ayant demandé un renfort en combattants et munitions à la Kabylie et l'envoi par Krim de 50 maquisards à la Mitidja. Il parlera du rôle de Abane, «dont l'un des étrangleurs est encore vivant», un rassembleur qui n'a jamais pris attache avec les Messalistes.

Pour corroborer ses propos, il met au défi les tenants du pouvoir de rendre publiques les statistiques établies lors du Congrès de la Soummam concernant le nombre de maquisards par wilaya et zone. La Kabylie en comptait 450 au 1^{er} Novembre 54 et 3 100 le 20 août 1956 alors que la moyenne était de dix fois moins. Sciemment affaiblie et ignorée avec la Wilaya IV par Boussouf, la Kabylie a réceptionné en 1958 des armes allemandes mais sans munitions et les compagnies envoyées pour convoier des armes de Tunisie furent décimées en route par la Wilaya I.

La mort de Abane, poursuit l'orateur, participait de la stratégie de Boussouf et Bentobal qui voulaient affaiblir Krim en le privant de cet architecte de la révolution.

Il reviendra sur les complicités kabyles et les accointances de certains dirigeants de l'époque comme Mohammedi Saïd avec le clan de Tlemcen, lequel avait donné les 13 voix de la Kabylie à Ben Bella au Congrès de Tripoli. Vrirouche et Mohamedi Saïd, qui avaient rejoint le clan d'Oujda, avaient par la suite été chargés de la succession de Amirouche, représentant de l'intérieur, dont le destin était scellé à son départ pour la Tunisie pour sommer les dirigeants se trouvant à l'étranger de rejoindre le pays et régler le problème de l'armement.

Pour Nordine Aït-Hamouda, c'est le Malg qui a donné Amirouche en fournissant des informations sur l'itinéraire emprunté avec Si El Houas. Et de revenir sur le successeur de Amirouche à la tête de la Wilaya III, le colonel Mohand Oulhadj, le sage de la révolution, sur la base d'une procuration remise par Amirouche à tous les officiers de la Wilaya III et entérinée par la suite par le FLN sur la base d'une circulaire dont la copie a été lue à l'assistance.

Pour recouper toute cette affaire, objet de la polémique qui oppose les fils Mira et Nordine, ce dernier révélera qu'au départ de Amirouche en Tunisie, Si Nacer charge

Vrirouche de prendre la Wilaya III avec comme adjoint Mira. Il fera le lien entre l'arrivée de ces officiers et la mort de Amirouche quelques jours après «parce que Mohammedi Saïd savait qu'il ne reviendrait pas».

Faisant la part des choses, Nordine Aït-Hamouda saluera la mémoire de Mira, «un moudjahid de la première heure exécuté par la France». Au sujet de la polémique avec ses fils, le conférencier s'est dit plus outré par ce qui a été dit sur le père de Saïd Sadi, évoquant une grossière manipulation du pouvoir qui a fait passer un écrit réalisé sur PC pour un document authentique et dont ils répondront de la diffamation devant le tribunal.

Avec une précision de fin limier, le conférencier ne manquera pas d'évoquer l'épisode noir de la séquestration des ossements des corps de Amirouche et Si Houas dont l'énigme sera percée grâce à l'aveu en 1962 d'un officier français qui a donné le lieu exact de leur enterrement et comment Bencherif les a ensuite mis dans une cave.

Ce dernier a lancé à son tour, ces jours-ci, des accusations très graves à l'encontre de Merbah et Zerhouni, accusations étran-

gement passées sous silence alors qu'un simple livre de Sadi a soulevé un tollé général, s'insurge l'orateur.

Evoquant ce qui se passe au Sud et le défilé de ministres, l'orateur comprendra les revendications sociales des manifestants «qui ne demandent pas l'indépendance», mais met en garde contre une dangereuse scission Nord-Sud, le Nord, la Kabylie en particulier, ayant lutté pour l'indépendance de l'Algérie entière et refusé un morcellement du pays, car estime-t-il, il serait dangereux de résilier les contrats des travailleurs du Nord arrivés à expiration pour les remplacer intégralement par des Sudistes.

Une option de division du pays agitée par le pouvoir, selon lui. Favorable à l'option de la régionalisation prônée par son parti, il dira que l'armée a fait la sienne depuis longtemps.

Le conférencier trouvera enfin aberrant que Bouteflika s'entretienne avec ses ministres sous le portrait de Hollande, une atteinte à l'hymne national, comme si on demandait à Amirouche et Mohand Oulhadj de parler de stratégie anticoloniale dans une SAS !

S. Hammoum

ANCIENS ÉLÈVES DES ÉCOLES DES CADETS DE LA RÉVOLUTION

Pour une reconsidération des martyrs et invalides de la lutte contre le terrorisme

Des anciens élèves des écoles des cadets de la Révolution déplorent l'absence de prise en charge des familles de leurs anciens camarades, martyrs de la lutte contre le terrorisme, et de ceux, invalides de la même période.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Plus de 90% des commandants d'unités militaires et des unités élémentaires, injectées dans la lutte contre le terrorisme entre 1991 et 1996, étaient des anciens élèves des écoles des cadets de la Révolution. C'est ce qu'a affirmé le colonel Hamlet Ramdane, retraité de l'Armée nationale populaire (ANP) et ancien élève de l'Ecole des cadets hier, au forum d'El Moudjahid à Alger.

«Nous étions les premiers à combattre le terrorisme», a-t-il dit, rappelant qu'il a été affecté en 1991, dans la première unité de lutte contre le terrorisme.

Un constat confirmé par de nombreux anciens cadets de l'ANP qui comptent plusieurs de leurs anciens camarades de leurs promotions parmi les morts de la lutte contre le terrorisme.

Le colonel Hamlet a toutefois, déploré la situation que vivent certains de ces anciens cadets de l'armée, invalides de la lutte contre le terrorisme. Il cite ainsi le cas de son camarade, le colonel Benaïche, victime d'un attentat à la bombe entre les années 1995 et 1996.

«Il a perdu toute la jambe et ne peut même pas porter une prothèse. Chaque contrôle médical est un supplice pour lui. Résidant à l'est du pays, il est obligé de se déplacer à Alger, souffrant ainsi des difficultés du transport», explique-t-il.

Il a appelé ainsi à «reconsidérer» ces invalides en leur assurant une prise en charge à la hauteur de leurs sacrifices.

L'intervenant a également déploré que les veuves des anciens élèves des écoles des cadets de la Révolution, martyrs de la lutte contre le terrorisme, et leurs enfants ne soient pas bien pris en charge.

«Les veuves de ceux qui sont morts avec de petits grades, perçoivent une pension qui ne dépasse pas 20 000 dinars», précise-t-il. Une pension qu'il a qualifiée de «dérisoire». Il a ainsi plaidé pour que ces veuves bénéficient des mêmes avantages que les veuves des chouchada de la guerre de Libération.

S'agissant de la création de l'association des anciens élèves des écoles des cadets, le colonel Hamlet a indiqué que plusieurs démarches ont été effectuées et des dossiers introduits auprès du ministère de l'Intérieur, mais en vain. Convaincu de ne jamais obtenir l'agrément, il impute ce «blocage» à des «considérations peut-être politiques».

R. N.